

« FEDERALISME » : LE MOT N'EST PLUS TABOU !

Réunis lundi dernier pour concocter un second plan d'aide à la Grèce, les ministres des finances de la zone euro n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Le point de blocage réside dans les modalités de participation du secteur privé (banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissement) à ce plan, alors que le premier, celui du printemps 2010, ne s'appuyait que sur l'argent public. Fin juin, les Européens pensaient avoir trouvé la solution en proposant aux créanciers privés d'Athènes de renouveler leurs titres de dette grecque arrivés à échéance ; mais voilà, la toute puissante agence de notation *Standard & Poor's* a rapidement déclaré qu'elle considérerait un tel dispositif comme un défaut de paiement réel de la Grèce, ce que la Banque Centrale Européenne veut à tous prix éviter.

Or, plus que jamais, le temps presse ! Alors que les bourses européennes accentuent leurs pertes, l'euro chute et la menace d'une contagion de la crise de la dette à l'Italie se précise, avec des taux d'emprunt obligataires qui flambent. Face à l'impuissance chronique des européens à sortir de cet engrenage infernal, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer plus de fédéralisme en Europe, l'Euro souffrant avant tout d'être la monnaie unique de dix-sept économies souveraines sans gouvernance ni budget communs. La création d'un poste de ministre européen des finances, un budget fédéral et des bons du Trésor européens qui permettraient de fédéraliser une partie de la dette : ces idées ne sont pas nouvelles, mais, malgré l'opposition allemande, elles font leur chemin...

Alain MARTY

Centre d'Information Europe Direct

Chambre d'Agriculture d'Auvergne